

## Un OUI de combat

C'est au moment où les deux nonistes de 2005 s'affrontaient en coupe d'Europe (ou devrais-je dire que l'un jouait et l'autre comptait les points) que le NON irlandais sifflait la fin du match de la constitution européenne.

Après les non Hollandais et Français, le no Irlandais stoppait net tout espoir de voir 27 pays se partager une règle du jeu et tenter d'améliorer le fonctionnement de notre vieille Europe.

Les partisans du NON y voyaient une victoire définitive sur le libéralisme, les partisans du OUI en 2005 dont je fais parti se réjouissaient de l'échec de la tentative Sarkosyenne de faire entrer par la fenêtre une constitution que les peuples avaient refusait par la porte, mais semblaient plus circonspects quant à l'effet sur le fonctionnement de nos institutions européennes.

70% des Français étaient satisfaits (eh ! Oui il reste encore 30% de sarkosystes convaincus). Certains penseront que, de la même manière qu'en 2005 avec la directive Bolkestein et sa tentative d'éliminer les services publics, en 2008, la directive européenne sur la possibilité de travailler 60 heures par semaine a fait l'effet d'un épouvantail.

Si on peut aujourd'hui penser que la constitution européenne n'a plus lieu d'être, force est de constater que son absence joue plutôt en faveur des libéraux européens, pour ne pas dire les réactionnaires européens.

Ce non, doit nous amener à nous poser les bonnes questions : est-il préférable que la loi de la jungle s'installe en Europe comme c'est le cas aujourd'hui ou doit-on souhaiter qu'une force politique régule ce no man's land des droits sociaux (pour ne parler que d'eux) ?

Le plan B, s'il devait prendre l'allure actuelle où les sarko-berlusconistes s'accaparent tous les pouvoirs et ramènent l'Europe aux Temps Modernes de Charlot, n'apparaît guère enviable au plan A.

Pour le vote de 2009, la gauche européenne devrait pouvoir proposer un plan C : une force politique capable de mettre à mal cette logique libéro-réactionnaire, mais en a-t-elle les moyens ? Les sociaux démocrates allemands, italiens et français semblent être bien mal en point pour espérer créer un quelconque contre-pouvoir à cette chienlit libérale.

Il reste à peine un an avant que l'on puisse juger des effets « constitution / traité de Lisbonne » sur l'électorat des 27 pays membres, mais je crains qu'une fois encore l'Europe reste ancrée à droite.

S'il est encore temps, il faudrait que le parti socialiste, en France et les autres forces de gauche en Europe s'intéressent à un programme commun européen. Il est encore temps de se persuader que c'est à Bruxelles et à Strasbourg qu'il faut une régulation et que c'est l'Europe qui doit contraindre les états aux avancées sociales et politiques nécessaires pour qu'elle soit l'exemple mondial à suivre et non s'alignait sur une domination américaine décadente ( qui pense défendre l'Europe du soviétisme disparu il y a...20 ans ).

Sans une Europe forte sur le « marché » mondial, notre bel édifice pourrait bien s'écrouler sous lui, pour ne plus apparaître que comme un dictateur supra-national décidant de la taille de nos filets de pêche et des subventions agricoles à verser.